

France-Sénégal/Diplomatie

# A Dakar, Macron et Rihanna saluent un nouvel élan pour l'éducation

AFP  
Dakar/Sénégal

Au cœur d'une visite d'Etat au Sénégal, la conférence dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation a connu un franc succès.

LE Partenariat mondial pour l'éducation (PME) est "en très bonne voie" d'être renfloué à hauteur de 3,1 milliards de dollars, s'est réjoui hier la présidence française lors de la conférence de ce fonds à Dakar. La chanteuse Rihanna, en vedette américaine de la conférence, a salué les "progrès énormes" réalisés lors de cette réunion coprésidée par le Sénégal et la France, avant de saluer, parfois en les embrassant, les chefs d'Etat réunis à la tribune de la salle de conférence, à une trentaine de kilomètres de Dakar.

"Bien sûr, le travail n'est jamais fini, nous avons encore un long chemin à parcourir et il s'agit d'un combat pour lequel nous n'arrêterons jamais de nous battre jusqu'à ce que chaque garçon, chaque fille, ait accès à l'éducation", ajouta la chanteuse.

Avant elle, le président français Emmanuel Macron a demandé que l'aide soit particulièrement consacrée à l'éducation des filles.

"Partout où on veut promouvoir l'obscurantisme, faire reculer la démocratie, ce sont les jeunes filles qu'on sort de l'école", a-t-il déclaré, alors que son épouse Brigitte visitait l'île



Photo : AFP

Visite d'Etat et partenariat pour l'éducation et l'environnement pour le président français Emmanuel Macron, saluant ici la foule au côté de son homologue Macky Sall. Photo de droite : La chanteuse Rihanna a salué "les progrès énormes" réalisés à Dakar.



Photo : AFP

de Gorée, symbole de la traite négrière au large de Dakar.

La France a décidé de verser 200 millions d'euros (131 milliards de francs) au PME, plus de 10 fois plus que les 17 millions apportés en 2014, a annoncé M. Macron, ce qui fait de Paris le 4e donateur du fonds. La France compte en outre consacrer à l'éducation 100 millions d'euros en aides bilatérales.

La conférence réunissait les autres grands donateurs comme le Royaume-Uni (430 millions de dollars), l'Union européenne (400 millions), la Norvège ou le Canada.

A l'issue de la conférence d'hier, la totalité des dons annoncés devrait représenter quelque 2,7 milliards de dollars, mais plusieurs pays se déclarent plus tard, dont l'Allemagne et les Pays-Bas, a souligné l'Elysée.

Le PME devrait ainsi atteindre son objectif d'accroître ses fonds de 50%, après les 2 milliards de

dollars réunis en 2014-2017.

"Mais 3,1 milliards de dollars, ça ne suffit pas. On aurait largement besoin du double, ou du triple", a déclaré à l'AFP la directrice de l'Unicef, Henrietta Fore, qui participe à la conférence, en déplorant que l'éducation soit considérée comme moins vitale que d'autres urgences de l'aide internationale, comme la santé ou la malnutrition.

Selon l'Agence française de développement (AFD), en matière de soutien à l'éducation, "la France ne fait pas tellement mieux" que les autres pays donateurs, en y consacrant seulement 2,5% de son aide publique. Cette sixième visite du président français dans un pays d'Afrique subsaharienne, après le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Ghana, intervient un moment de particulière convergence d'intérêts entre les deux pays, selon les analystes.

MM. Sall et Macron affi-

chent des volontés réformatrices analogues et partagent une préoccupation pour la sécurité régionale, avec notamment la montée en puissance, aux frontières du Sénégal, de la force antijihadiste du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), qui vient d'achever sa deuxième opération.

Au palais présidentiel, ils ont signé une série de contrats, dont la vente de deux Airbus à la compagnie Air Sénégal pour un montant de 214 millions de dollars (112 milliards de francs) et la création d'un campus universitaire franco-sénégalais.

Ils ont ensuite visité le chantier du futur train express régional de Dakar, auquel participent des entreprises françaises, puis un collège de Dakar rénové grâce au soutien financier de l'AFD.

M. Macron a interrogé plusieurs élèves filles sur leurs projets d'avenir. "Gérante d'hôtel", a répondu l'une d'elles. "Pourquoi,

parce que votre maman fait ça ?", s'est-il étonné. "Non, c'est parce que c'est ma passion", a-t-elle expliqué. "Ingénieure", "sage-femme", "militaire, dans l'armée de Terre", ont dit successivement trois de leurs camarades. "Eh bien, ici les filles...", a souri Emmanuel Macron, impressionné. "Maintenant à vous de jouer ! Il faut travailler. Vraiment je compte sur vous", leur a-t-il dit.

Des mouvements hostiles à la politique française en Afrique ont promis à M. Macron un accueil plus frais. Mais seule une poignée de manifestants ont été interpellés non loin de l'ambassade, selon une source policière.

Ce samedi, Macky Sall accompagnera le président français et son épouse Brigitte à Saint-Louis, ancienne capitale de l'Afrique occidentale française et du Sénégal, menacée par la montée des eaux.

Cette ville de pêcheurs, premier établissement fondé par la France au sud du Sahara, attend de Paris et de la Banque mondiale, dont le président Jim Yong Kim, participera à ce déplacement, une aide contre l'érosion qui menace d'emporter des habitations.

La Banque mondiale avait annoncé à Paris une aide pour protéger les côtes africaines, dont Saint-Louis doit être l'une des premières bénéficiaires.

Inscrit au Patrimoine mondial de l'humanité, le cœur historique de Saint-Louis devrait bénéficier d'une aide accrue de la France pour la restauration de ses monuments.

L'Afrique en bref

• Cameroun/Violences. Trois soldats et un civil tués dans le nord-ouest anglophone

Trois militaires camerounais et un civil ont été tués jeudi dans le nord-ouest anglophone du Cameroun, où les séparatistes promettent de "continuer la lutte" après la neutralisation d'une large partie de leur état-major, extradé du Nigeria vers Yaoundé.

• Libye/Migrations. 90 migrants périssent dans un naufrage

Au moins 90 migrants, en majorité des Pakistanaï, sont donnés pour mort dans le naufrage de leur bateau au large des côtes libyennes, a annoncé hier l'Organisation internationale pour les migrations.

• RDCongo/Tanzanie/Rébellion. Kinshasa veut l'extradition d'un ex-colonel

Le ministre de la Défense a confirmé hier que la République démocratique du Congo souhaite l'extradition d'un ex-colonel congolais interpellé en Tanzanie, John Tshibangu, accusé de rébellion armée par Kinshasa.

• Sénégal/Justice. Procès Khalifa Sall : le tribunal correctionnel de Dakar se déclare compétent

Après deux semaines de débat de procédure, le tribunal correctionnel de Dakar s'est déclaré hier compétent pour juger le maire de Dakar Khalifa Sall pour "détournement de fonds publics" et a rejeté ses demandes de remise en liberté.

Après deux semaines de débat de procédure, le tribunal correctionnel de Dakar s'est déclaré hier compétent pour juger le maire de Dakar Khalifa Sall pour "détournement de fonds publics" et a rejeté ses demandes de remise en liberté.

• Tchad/Social. Coupures dans les salaires des grévistes

Le gouvernement tchadien va opérer une "déduction automatique des jours non travaillés" sur le salaire des agents de la fonction publique en grève depuis lundi contre une baisse de salaires, ont annoncé les autorités alors que les grèves se poursuivaient hier et que de nouveaux appels à manifester étaient lancés.

• Togo/Politique. Vers un dialogue pouvoir-opposition

Des représentants guinéens et ghanéens, pays médiateurs dans la crise qui agite le Togo depuis septembre, ont annoncé vendredi que le dialogue entre l'opposition et le président Faure Gnassingbé s'ouvrira le 15 février à Lomé.

Kenya/Politique

# Spectaculaire arrestation d'un membre de l'opposition

AFP  
Nairobi/Kenya

Miguna Miguna avait joué un rôle important dans l'investiture symbolique de Raila Odinga, mardi dernier.

LA police kényane a arrêté hier un membre de l'opposition lors d'un raid spectaculaire mené à l'aube, pour son implication dans l'investiture symbolique de l'opposant Raila Odinga comme "président du peuple", ont annoncé sa formation politique et des sources policières.

Miguna Miguna est le deuxième membre de

l'opposition, après le député TJ Kajwang, arrêté pour avoir participé mardi à la prestation de serment symbolique de M. Odinga, qui refuse de reconnaître la réélection du président Uhuru Kenyatta en 2017 et estime que la victoire lui a été volée.

Suite à cette cérémonie, organisée devant des milliers de partisans de l'opposition à Nairobi, le ministre de l'Intérieur Fred Matiang'i a qualifié d'"organisation criminelle" le Mouvement de résistance nationale (NRM) lancé par l'opposition pour mettre en œuvre un programme de désobéissance civile, dont cette investiture. Plusieurs responsables

policiers ont confirmé l'arrestation sous couvert de l'anonymat. La coalition d'opposition Nasa a elle dénoncé sur Twitter un "raid illégal sur la maison du général du NRM Miguna Miguna", qui avait perdu la course au gouvernement de Nairobi en tant que candidat indépendant lors des élections d'août 2017 et n'occupe aucun poste officiel au sein de l'opposition.

Selon des témoins, des policiers armés ont utilisé des explosifs pour défoncer la porte d'entrée du domicile de M. Miguna, dans un quartier huppé du nord de Nairobi. Les déflagrations ont cassé les carreaux des fenêtres de la maison. Miguna Miguna et TJ Kaj-

wang, arrêté mercredi et qui devrait être inculpé pour trahison et rassemblement illégal, ont tous les deux joué un rôle important dans l'investiture symbolique de M. Odinga. Devant la foule, les deux hommes se trouvaient aux côtés de M. Odinga alors que les principaux responsables de la coalition Nasa - dont son colistier à la présidentielle 2017, Kalonzo Musyoka - avaient décidé de ne pas participer à cette bravade. Connu pour ses déclarations provocatrices, M. Miguna avait assuré jeudi avoir signé la prestation de serment de M. Odinga et mis la police au défi de l'arrêter. "Si vous voulez venir m'arrêter pour avoir fait mon travail, allez-y les

gars !", avait-il lancé, appelant par ailleurs à brûler les portraits de M. Kenyatta.

Trois des principales chaînes de télévision kényanes sont par ailleurs suspendues depuis mardi pour avoir voulu retransmettre l'investiture symbolique de M. Odinga.

Cependant, saisie par la société civile qui conteste la mesure, un tribunal de Nairobi a ordonné jeudi que ces chaînes soient autorisées à reprendre l'antenne dans l'attente d'un jugement sur le fond. Hier matin, elles n'avaient toujours pas recommencé à émettre, le gouvernement, selon les plaignants, n'ayant pas appliqué la décision.

Photo : AFP